



NPA
JEUNES
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

GLOBULES ANTICAPITALISTES

Bulletin des étudiants infirmiers du NPA

SARKOZY AFFAIBLI CONTINUE LA PROVOCATION

N°4
Avril 2010
contact-jeunes@
npa2009.org

Avec seulement 36% des voix au second tour des élections régionales, l'UMP a réalisé l'un des pires scores de la droite depuis des décennies. Cela démontre que le gouvernement, qui ne cesse de creuser les inégalités et favoriser la classe dominante, est affaibli. Et pourtant, Sarkozy l'a annoncé, il compte poursuivre « sans pause » ses réformes.

La principale cible du gouvernement, c'est avant tout le service public mis à mal dans l'éducation nationale avec 16 000 suppressions de postes pour cette année, et bien sur dans le secteur santé, alors même que la part belle est faite au privé. Avec la loi Bachelot, l'objectif est de réduire le nombre de structures hospitalières, en regroupant et en supprimant les hôpitaux.

Face à cette politique qui s'en prend à tous, des résistances existent. Les grèves et manifestations pour la santé se sont multipliées récemment : manifestations pour le maintien des crèches publiques, contre les fermetures de centres d'IVG, contre la fermeture de l'hôpital pédiatrique Trousseau... Le 12 mars, la direction de l'AP-HP a dû suspendre le plan de restructuration entraînant la suppression de 3 à 4 000 postes de personnels hospitaliers d'ici à 2012, suite à l'occupation du siège pendant plusieurs jours par des salariés. Mais ne nous y trompons pas, cette suspension n'est que temporaire. Il faudra que la mobilisation se poursuive pour exiger le retrait définitif du plan de restructuration et le maintien de l'ensemble des postes.

Le 23 mars, 800 000 salariés manifestaient contre la casse du service public, et contre la future réforme du financement des retraites, qui vise à augmenter la durée de cotisation et reculer l'âge légal de départ. Cette réforme, qui nous concerne tous, devrait entrer en application d'ici 6 mois maximum.

Le 23 mars a été un premier succès de mobilisation, mais de simples journées de mobilisation ne suffiront pas pour obtenir victoire. Il faut dès maintenant préparer un mouvement d'ensemble, à la hauteur des attaques ! Il est nécessaire de tracer un cadre global de riposte aux attaques que subissent les travailleurs et la jeunesse, qu'elles soient menées sur le terrain social, sécuritaire ou du racisme.

C'est pourquoi le NPA défend les mesures d'un plan d'urgence anticapitaliste, centré sur la redistribution des richesses et la remise en cause du pouvoir patronal, et la satisfaction des revendications de l'ensemble des travailleurs, actifs, chômeurs, retraités ou en formation. Sur ces revendications comme sur chaque revendication, le NPA travaille à réunir des fronts unitaires les plus larges, afin de servir de point d'appui aux mobilisations.

IVG : NON À LA FERMETURE DES CENTRES !

La mobilisation contre les atteintes au droit à l'IVG doit se poursuivre.

À l'appel de huit associations et syndicats, un rassemblement a eu lieu le 18 mars devant le siège de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) pour refuser la fermeture des centres d'interruption volontaire de grossesse (CIVG) et le saccage de l'hôpital public mis en place par la loi Bachelot. Cette loi organise le démantèlement des hôpitaux et services de proximité, considérés comme non rentables, pour créer des regroupements d'établissements hospitaliers réduisant ainsi le personnel et l'offre de soins.

Depuis mai 2009, les CIVG des hôpitaux Broussais (14e), Jean-Rostand (Ivry 94) et Tenon (20e) ont fermé. Les femmes proches de Tenon sont désormais orientées pour l'IVG vers l'hôpital Saint-Antoine (12e). L'AP-HP prévoit de fermer la maternité de Saint-Antoine d'ici 2011. À cette date, les demandes d'avortement à Tenon (environ 500 par an) et à Saint-Antoine (environ 650 par an) seraient redirigées vers l'hôpital Trousseau (12e), sans aucun financement ni poste supplémentaire. D'autres centres sont menacés tels que ceux de Bobigny (Seine-Saint-Denis) et Poissy Saint-Germain-en-Laye (Yvelines).

GLOBULES ANTICAPITALISTES

Depuis septembre 2009, la mobilisation importante est rythmée par des réunions publiques et des manifestations, en particulier dans le 20e arrondissement pour la réouverture du CIVG de Tenon. Le directeur de l'hôpital Tenon a fait appel à deux infirmières retraitées pour assurer à temps partiel un travail de réorientation des femmes vers d'autres hôpitaux, augmentant encore les délais de prise en charge.

Cette politique est un véritable recul du droit des femmes à disposer de leur corps. Le droit à l'avortement, acquis des luttes des femmes des années 1970, est remis en cause de façon pernicieuse, montrant à quel point il n'a jamais été accepté par une partie de la droite. Dans un contexte où de plus en plus de médecins refusent de pratiquer l'IVG et où ressurgit régulièrement le débat sur « l'humanité » du fœtus, il est primordial de se battre pour défendre ce droit.

La loi ne suffit pas, des moyens sont nécessaires pour sa mise en œuvre. Les CIVG qui ont résisté ont gagné provisoirement leur maintien. En plus du maintien des structures de proximité dotées des moyens nécessaires en personnel et financiers, nous réclamons une formation systématique des médecins à la contraception et à l'IVG afin d'assurer le renouvellement des praticiens, ainsi que des campagnes régulières d'information sur la contraception et l'IVG.

